



CCE GRDF du 19 octobre 2017

Déclaration commune aux CCE de GRDF et d'ENEDIS

La CGT a décidé de déployer ses membres élus dans les CCE de GRDF et d'ENEDIS dans leurs syndicats, partout en France, pour contribuer à faire de la journée d'action de ce 19 octobre une réussite.

La CGT considère que les orientations politiques du Gouvernement MACRON obligent les salariés à réagir vivement et à inscrire leur action dans la durée en recherchant la plus large convergence des luttes.

Il est maintenant évident pour tous que le Gouvernement amplifie les politiques d'austérité menées ces dernières années et vise une destruction du droit du travail, répondant ainsi favorablement aux injonctions du grand patronat.

Cette politique va fragiliser l'ensemble du salariat et faire encore croître la précarité et la pauvreté.

Les salariés de GRDF et d'ENEDIS seront aussi touchés par les décisions du Gouvernement, directement et au travers de leurs familles. Chacun peut apprécier le monde effrayant pour ses enfants concocté par la petite oligarchie qui tient le Pouvoir. La brutalité sociale et l'arbitraire seront érigés en norme pour le plus grand nombre.

Les entreprises des IEG comptent bien utiliser tous les outils que mettra le gouvernement à leur disposition pour raboter les droits et le statut des agents, en particulier en développant les contrats CDD et CDI hors statut ou en limitant aux maximum la capacité d'intervention des représentants du personnel.

Les plans sociaux sont eux déjà à l'ordre du jour dans des entreprises du champ de l'énergie, sous le vocable pudibond de plans de sauvegarde de l'emploi.

La lutte des classes existe bien, et elle est réactivée de manière brutale par un Président qui a décidé de favoriser les riches en faisant payer le peuple.

Personne ne peut rester spectateur devant une telle situation et chacun est sommé de choisir son camp.

Nous ne pouvons donc que regretter le choix des autres organisations syndicales représentées à GRDF et ENEDIS de ne pas s'associer à cette journée d'action.

Pour la CGT, aucun calcul, aucun choix ne devrait être de mise quand l'intérêt général est en jeu...Gageons que les adhérents et sympathisants de ces organisations et au-delà, l'ensemble des salariés sachent y réfléchir et peser sur les décisions. Pour la CGT, il n'y a pas d'alternative crédible : soit ils sont complices et adhèrent aux thèses du Gouvernement et du MEDEF, soit ils luttent... C'est une grave responsabilité que chacun doit assumer.

Pas d'ambiguïté par contre côté employeurs des IEG ! Cela fait longtemps qu'ils cotisent au MEDEF et en partagent les orientations idéologiques...Le soutien manifeste de GRDF et d'ENEDIS apparaît au grand jour au travers de leur communication sur la Loi travail.

Cette propagande est indigne de la neutralité politique qui devrait être la norme dans des entreprises de service public. Mais elle a au moins le mérite d'identifier les dirigeants de GRDF et d'ENEDIS aux ordres du Pouvoir et adversaires affirmés de leur propre corps social.

C'est pour ces raisons que les délégations CGT des CCE de GRDF et d'ENEDIS ont décidé de ne pas siéger en CCE, et ont, y compris manifesté leur refus de tenir des réunions de portée nationale un jour d'action confédérale en ne donnant pas mandat aux secrétaires des deux CCE pour signer les ordres du jour des deux organismes.

Nos motivations politiques nous entraînent à exiger à la fois, le retrait des ordonnances MACRON et à militer pour une autre politique de redistribution des richesses dans nos entreprises.

Ces deux éléments sont liés : la vie quotidienne des salariés, qu'il s'agisse de l'organisation du travail ou de leur rémunération, n'est que la traduction concrète des décisions de politique générale.

L'ancrage de la lutte sur la base de nos revendications propres, et en l'occurrence sur les salaires et le pouvoir d'achat, est donc pleinement contributif d'un mouvement de portée générale.

Cette exigence salariale est en outre justifiée par la situation dans nos deux entreprises où le partage de la valeur ajoutée créée par le travail des salariés se fait de plus en plus à leur détriment.

En effet, alors que les bénéfices et les remontées de dividendes progressent chaque année, GRDF et ENEDIS font pression sur les salaires, à l'exception notable de ceux de nos dirigeants qui aiment à appliquer leurs belles théories, d'abord sur les autres.

L'année dernière la Branche des IEG a imposé cyniquement 0% d'augmentation et provoqué un mouvement social d'ampleur à GRDF et ENEDIS.

Cette année, ce sera pire si on ne fait rien puisqu'elle entend organiser une baisse du pouvoir d'achat de 2,5%, soit l'équivalent d'un NR en moins pour chacun-e !

Alors que vont bientôt démarrer les négociations salariales annuelles, la capacité de résistance des salariés de GRDF et d'ENEDIS va devoir s'affirmer comme jamais pour imposer non seulement la compensation de la hausse de la CSG ou de la fiscalisation des frais de déplacement, mais surtout, des hausses de salaires en rapport avec l'excellente situation financière des distributeurs.

Il en va de même concernant les négociations sur les mesures bénévoles.

Alors qu'une nouvelle CPB se tient, ce jour même, la FNME CGT réaffirme ses revendications portées lors de la bilatérale du vendredi 13 Octobre dernier et dénonce les propositions inacceptables des employeurs ne permettant plus le bon fonctionnement des CMCAS et Slives.

Car, si les employeurs nous ont indiqué vouloir aboutir à la signature d'un accord dans l'esprit de l'accompagnement des évolutions de gestion des organismes des activités sociales, pour la FNME CGT, la négociation ne peut faire l'objet d'un chantage aux évolutions des organisations et de la gestion de nos activités sociales.

Pour la FNME CGT, les employeurs peuvent encore faire évoluer leurs propositions sur les moyens bénévoles. C'est en ce sens que la FNME CGT appelle ses syndicats pour que, ce 19 octobre 2017, le rapport de force pèse sur les négociations et contraigne les employeurs à continuer la négociation.

Dans ce contexte, il serait donc illusoire de choisir entre l'action dans nos entreprises ou sur le terrain national. Il serait inefficace de se concentrer sur un terrain en abandonnant l'autre à nos adversaires.

C'est pourquoi, la CGT est déterminée à mener de front la lutte sur tous les champs de bataille, dans la rue et dans l'entreprise pour préserver les droits fondamentaux des salariés et faire aboutir leurs légitimes revendications.